



Bayram Balci, Philippe Bourmaud et Sümbül Kaya (d.)

## Analyses pluridisciplinaires sur la crise sanitaire COVID-19 en Turquie

Institut français d'études anatoliennes

---

# Les investissements idéologiques par le champ du pouvoir, du politique et du religieux de la crise sanitaire COVID-19 en Turquie

Bayram Balci et Sümbül Kaya

---

DOI : 10.4000/books.ifeagd.3792  
diteur : Institut français d'études anatoliennes  
Lieu d'édition : Istanbul  
Année d'édition : 2021  
Date de mise en ligne : 17 février 2021  
Collection : La Turquie aujourd'hui  
ISBN électronique : 9782362450846



<http://books.openedition.org>

### Référence lectronique

BALCI, Bayram ; KAYA, Sümbül. *Les investissements idéologiques par le champ du pouvoir, du politique et du religieux de la crise sanitaire COVID-19 en Turquie* In : *Analyses pluridisciplinaires sur la crise sanitaire COVID-19 en Turquie* [en ligne]. Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2021 (généré le 19 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifeagd/3792>>. ISBN : 9782362450846. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.3792>.

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 février 2021.

---

# Les investissements idéologiques par le champ du pouvoir, du politique et du religieux de la crise sanitaire COVID-19 en Turquie

Bayram Balcı et Sümbül Kaya

---

## Introduction

Photo 1 : Cliché pris durant le confinement



« C'est TOUS ENSEMBLE que nous surmonterons cette épidémie... » Campagne de promotion des gestes barrière *Maske, Mesafe, Temizlik* (masque, distance, propreté) de la mairie de Beyoğlu sous le patronage de Recep Tayyip Erdoğan

Jean-François Pérouse

- 1 Comme la plupart des pays du monde, la Turquie subit de plein fouet la diffusion du COVID-19 qui continue d'être au centre de l'actualité depuis le mois de mars 2020. Voisine de l'Iran qui fut parmi les premiers pays les plus lourdement touchés, la Turquie a déclaré officiellement son premier cas de coronavirus le 11 mars 2020, et le premier décès lié à ce virus le 17. En mai 2020, selon les données du Worldometers la Turquie arrive au 41<sup>e</sup> rang mondial au niveau du nombre de personnes contaminés par le virus (133 721 cas) et se trouve à la 33<sup>e</sup> position en termes de décès du COVID-19<sup>1</sup>. Par ailleurs, la Turquie s'illustre pour avoir le taux d'infection le plus rapide au monde mais ce, en partie, en raison de sa capacité accrue de dépistage. En effet, elle figure parmi les dix premiers pays à avoir misé et mis en œuvre des tests massifs. Cela étant, l'Union des Médecins de Turquie (*Türk Tabipleri Birliği*, TTB) affirmait que « le taux d'infection réel était encore plus élevé car seules les personnes testées positivement étaient officiellement répertoriées, les personnes traitées contre le COVID-19 sur la base des symptômes cliniques n'étant pas prises en compte »<sup>2</sup>. À la date du 1<sup>er</sup> juin, quand le pays entamait progressivement la sortie d'un long confinement, relatif toutefois, comme le montre la contribution de Jean François Pérouse dans ce même volume<sup>3</sup>, les chiffres officiels étaient les suivants : 1 964 364 tests effectués, 162 120 cas confirmés, 125 963 guérisons, et 4489 décès<sup>4</sup>. Au 9 novembre 2020, la Turquie voit la seconde vague arriver et les chiffres donnés par le ministère de la Santé, même incomplets, indiquent une augmentation des contaminations et des décès : à la date du 4 février 2021, les données étaient les suivantes 30 061 437 tests effectués, 2 501 079 cas confirmés, 2 387 384 guérisons, et 26 354 décès<sup>5</sup>. À l'automne 2020, alors que plusieurs pays européens, tels que la France et le Royaume-Uni, ont confiné à nouveau leur

population, en Turquie de nouvelles mesures timides se mettent en place en vue de limiter les activités de certaines entreprises (des cafés et restaurants, des coiffeurs, des salons de sport etc.) qui devront fermer au plus tard à 22 heures<sup>6</sup>. De même, la réinstauration du confinement partiel des personnes âgées de plus de 65 ans qui ne seront autorisées à sortir qu'entre 10h et 16h dans certaines grandes villes comme Ankara ou Istanbul. À partir du 18 novembre 2020, un couvre-feu partiel limitait les sorties du week-end entre 10h et 20h et d'autres restrictions étaient mises en place mais tout semblait être fait pour éviter le confinement total qui pourrait nuire à la situation économique du pays déjà vacillante. Toutefois, l'aggravation de la situation obligea les autorités à renforcer les mesures de contrôle. Ainsi, un confinement quasi-total les weekends était imposé à tout le pays, et un couvre-feu les jours de semaine entre 21 heures et 5 heures du matin. La non prise en compte des cas positifs asymptomatiques dans la publication quotidienne des données<sup>7</sup> suscite aussi des interrogations quant à la fiabilité des chiffres officiels transmis par le ministère de la Santé. L'Union des Médecins de Turquie indiquait durant la première vague de la pandémie des chiffres bien plus élevés que ceux donnés par l'État, mais durant la deuxième vague, le site de l'association s'alignait sur les chiffres officiels<sup>8</sup>.

- 2 Au-delà des polémiques sur les chiffres, cet article vise à analyser les différents investissements idéologiques dans les champs du pouvoir, du politique et du religieux auxquels la pandémie donne lieu en Turquie. Dans un pays où politique et religieux sont intimement liés, dans une expérience turque originale qui a peu d'équivalent dans le monde musulman, notre interrogation sera double : comment évaluer l'impact, toujours en cours, du COVID-19 sur le champ politique en Turquie et quelle a été la réponse du religieux pour épauler le politique dans sa réponse à la crise. Nous chercherons notamment à comprendre les effets de la crise sur le pouvoir en place, sur les orientations de la politique nationale et internationale en contexte de crise sanitaire. Enfin, il conviendra de se demander comment le religieux intervient dans la gestion de la crise. Au préalable toutefois, analysons la situation dans laquelle se trouvait le pays au moment où la crise s'est invitée en Turquie.

## Portrait de la Turquie avant la crise sanitaire du COVID-19

- 3 La crise du coronavirus débute en Turquie dans un contexte particulier où le pays doit faire face à trois difficultés majeures : un climat politique très polarisé, une économie en difficulté comme le montre Seyfettin Gürsel dans ce même volume<sup>9</sup> et une politique étrangère en panne étant donné l'isolation du pays sur la scène internationale.
- 4 Le contexte politique se caractérise en effet par une forte polarisation des élites et de la société, et par un pouvoir présidentiel qui continue de se raidir sur nombre de questions de politique intérieure et extérieure. D'une manière schématique, et cela fut attesté lors du référendum pour le passage au système présidentieliste du 16 avril 2017, et la dernière élection présidentielle de juin 2018, une moitié de la population est acquise au pouvoir, tandis que l'autre lui est opposée. Le raidissement et la polarisation politique qui en découlent ont pris un tour aigu en juin 2013. Dans le prolongement des Printemps arabes qui avaient débuté en décembre 2010 en Tunisie, avant d'essaimer dans le monde arabe, y compris en Syrie dans le voisinage direct de la Turquie, et alors qu'Ankara voyait cette dynamique de changement comme une opportunité de projeter

son influence et de se placer en « modèle » sur la scène internationale, des mouvements similaires de protestation eurent lieu à Istanbul en mai et juin 2013. Au départ motivées par l'opposition au projet de transformation du parc Gezi, l'un des rares parcs et espaces verts de la ville, les revendications prirent un caractère politique et social quand le pouvoir y répondit par la répression<sup>10</sup>. Débordant de l'élan écologiste et proprement stambouliote, les protestations devinrent le catalyseur de tous les mécontentements et s'étendirent à pratiquement toutes les provinces, à l'exception notable du sud-est à majorité kurde où les partis pro-kurdes étaient en négociation avec l'AKP dans le cadre du processus de règlement de la question kurde mené entre le pouvoir et le mouvement kurde. À partir de ce face-à-face entre pouvoir politique et manifestants de tous bords critiques envers certaines politiques d'Erdoğan désormais plus diviseur que rassembleur, dans un contexte de crise syrienne qui ne faisait qu'accentuer les clivages, le fossé ne cessa de se creuser entre les deux camps. Le coup d'État manqué du 15 juillet 2016 aggrava un peu plus une situation déjà tendue. Ayant fait capoter le putsch, le pouvoir entama une politique de répression disproportionnée de toute forme d'opposition, dépassant largement le cercle des responsables désignés du coup d'État manqué<sup>11</sup>. Aux élections de juin 2018, la victoire d'Erdoğan marqua un nouveau pas dans le raidissement d'un pouvoir désormais hyper-présidentialisé, dans un pays relevant d'un système parlementaire depuis sa fondation.

- 5 Le contexte économique était, quant à lui, difficile. Alors que durant ses premières années de gestion, le parti au pouvoir avait bénéficié d'une prospérité exceptionnelle, due en partie à sa politique d'ouverture, la dérive autoritaire entamée à l'été 2013 força un repli national aux effets délétères. Ainsi, depuis l'été 2018, la chute de la livre turque est contenue au détriment des réserves de change du pays, le chômage croît et l'inflation échappe au contrôle du gouvernement. Par-dessus tout, son image dégradée rend la Turquie moins attractive pour les investisseurs, notamment occidentaux.
- 6 Enfin, la crise du coronavirus survient dans un contexte où la politique étrangère du pays connaît des dysfonctionnements : alors que l'armée turque est toujours stationnée en Syrie, les relations de la Turquie avec ses partenaires occidentaux se sont pour le moins tendues tandis que l'apparente bonne entente avec la Russie cache, en réalité, nombre de différends entre Ankara et Moscou<sup>12</sup>.
- 7 Dans un tel contexte, la crise du coronavirus pour un pouvoir comme celui d'Erdoğan tient de l'épreuve de vérité, dont il s'extirpera peut-être vers le haut mais qui pourrait tout aussi bien précipiter sa chute en cas d'erreur tactique. Le résultat peut tout aussi bien être nul, entretenant et/ou aggravant les clivages existants.

## Le renforcement de la polarisation politique

- 8 De nombreuses études ont voulu questionner les effets de la nature des régimes dans la gestion de la crise sanitaire<sup>13</sup>. Cette approche qui consiste à se demander si un régime démocratique gère mieux ou moins bien la pandémie qu'un régime autoritaire nous semble un peu décalée et normative, sorte d'avatar de la théorie controversée de la paix démocratique. L'idée dichotomique et simpliste que la transparence des démocraties garantit l'adhésion au confinement tandis que dans les régimes autoritaires, il est aisé de confiner une population déjà habituée à la surveillance et la restriction de ses libertés fondamentales ne fonctionne pas. Si les médias avancent que la Chine et l'Iran s'en sortent moins bien que certaines démocraties libérales comme

l'Allemagne ; l'Italie, l'Espagne ou le Royaume-Uni constituent des contre-exemples. Nous pensons que ce débat est biaisé par de nombreux paramètres extrapolitiques comme le poids et la composition démographique, la culture du rapport social aux malades et populations vulnérables, deux données fondamentales qui, justement pour la Turquie, ont joué dans la gestion de la crise. En effet, la jeunesse de la population et la solidarité familiale, qui fait qu'anciens et jeunes vivent sous le même toit, ont été deux facteurs cruciaux dans la lutte contre la pandémie en Turquie<sup>14</sup>. De plus, l'accès ou non aux matériels médicaux et le degré de saturation des hôpitaux a des incidences directes sur la stratégie de gestion de la crise sanitaire. Il est en revanche plus aisé d'analyser les investissements idéologiques du COVID-19 par le champ du pouvoir et le champ politique. Nous verrons que cette crise sanitaire est également une épreuve qui vient renforcer la polarisation politique.

- 9 Dès le début de la pandémie au mois de mars 2020, le ministre de la Santé, Fahrettin Koca, médecin de formation, est au-devant de la scène médiatique davantage que le président de la République. Comme l'ont fait remarquer d'autres chercheurs, Recep Tayyip Erdoğan semblait avoir décidé de gérer la crise de manière non polarisante<sup>15</sup> puisque le ministre de la Santé est perçu davantage comme un bureaucrate utilisant un langage scientifique qu'un politicien. De même, le placement en quarantaine des pèlerins de retour de la Mecque peut être perçu comme une pratique hostile à sa propre base<sup>16</sup>. Certains tweets et discours du Président de la République visaient à réactiver le sentiment d'unité nationale face au COVID-19 pour susciter le soutien à l'action publique comme en témoigne l'extrait ci-dessous :

Notre État et toutes nos institutions agissent à n'importe quel moment pour rendre service à la nation. J'espère inşallah que nous traverserons ce processus difficile. Tant que nous suivrons les règles et les instructions et que nous continuons définitivement à rester chez nous<sup>17</sup>.

- 10 Rappelons aussi que si Erdoğan est encore au pouvoir, c'est par le biais d'une alliance politique, l'alliance populaire (*Cumhur İttifakı*) conclue en février 2018 entre l'AKP et l'extrême droite, le Parti d'action nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi*, MHP). L'extrême droite ne s'empare pas de la thèse avancée par Oytun Erbaş, un spécialiste en médecine expérimentale pour qui le gène turc serait résistant au COVID-19<sup>18</sup>. Devlet Bahçeli, leader du MHP et donc de fait un des piliers du pouvoir, soutient l'action publique sanitaire mise en place. Pour lui, c'est par l'appel à l'unité nationale face au COVID-19 ainsi que par le pouvoir de la science et des prières couplé au respect des mesures sanitaires mises en place par le gouvernement que le virus pourra être vaincu<sup>19</sup>. Il enjoint aussi la population turque à se méfier des « opportunistes, des provocateurs et du marché noir<sup>20</sup> ». Selon Vincent Geisser, le « nationalisme sanitaire activé par les responsables politiques n'est efficace en termes de mobilisations et de représentations sociales que parce qu'il se greffe également sur un nationalisme ordinaire largement présent dans la population<sup>21</sup> », ce qui est valable pour notre contexte où le nationalisme ordinaire est omniprésent et interclassiste. Cet « hygiéno-nationalisme<sup>22</sup> » *alla turca* se manifeste également par les campagnes d'appel aux dons (récolte de fonds) mises en place au niveau national par le gouvernement dont le slogan est « nous nous suffisons à nous même » (*Biz Bize Yeteriz*).

Image 1 : Campagne de récolte de fonds « nous nous suffisons à nous-même »



<https://www.haberturk.com/biz-bize-yeteriz-turkiyem-kampanyasi-basladi-2629859>

- 11 Cependant, ces appels à l'union nationale pour lutter contre le coronavirus sont des vœux pieux et la polarisation politique qui était déjà présente auparavant se trouve renforcée par la crise sanitaire.
- 12 Une des premières sources de tensions entre le pouvoir et l'opposition concerne les mesures prises par le gouvernement pour faire face à la pandémie qui illustre que l'opposition n'a pas adhéré aux mesures proposées et dénote un manque de confiance en l'action publique. Alors qu'habituellement il reproche au pouvoir de restreindre les libertés, cette fois-ci l'opposition – en particulier le parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi* – CHP) – trouve au contraire l'État trop lent et hésitant dans sa politique de confinement et donc de réduction des libertés de la population. Pourtant, dès le 3 février 2020, les vols avec la Chine et l'Iran avaient été suspendus et les frontières terrestres avec les pays voisins avaient été fermées. Rapidement fut décidée la fermeture des commerces non essentiels et des stades – dans un pays où le football est une seconde religion – dont la pratique se trouvait, elle aussi, altérée. Le confinement sélectif, ne s'imposant de manière stricte qu'aux tranches d'âge de moins de 20 ans et de plus de 65 ans, c'est-à-dire aux catégories les moins nécessaires pour faire tourner l'économie et les plus vulnérables face au virus, fit, lui aussi, l'objet de fortes critiques de l'opposition. Cependant, les vraies tensions politiques portèrent sur deux autres questions : les mesures de soutien aux activités les plus touchées par le ralentissement forcé de l'économie et la libération des prisonniers proches de leur fin de peine pour alléger les prisons, lieux importants de contamination.
- 13 Certaines municipalités d'opposition, notamment les municipalités métropolitaines d'Ankara et Istanbul, portées par leur victoire aux élections de mars 2019, lancèrent une initiative de collecte d'argent pour les plus nécessiteux<sup>23</sup>. Tout à fait conformes à la loi, ces campagnes solidaires, fréquentes en Turquie, ne sont pas exemptes de calcul politique, voire électoraliste, dans le chef des municipalités qui les mettent en œuvre. Toutes les municipalités de toutes les couleurs politiques les pratiquent, y compris et surtout l'AKP qui a su bâtir et entretenir ainsi un lien clientéliste fort avec ses sympathisants. L'initiative de l'opposition déplut fortement au pouvoir. Sur

intervention directe du président Erdoğan, la collecte d'argent dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 par tout organisme autre que celui désigné par l'État, – en l'occurrence la campagne « nous nous suffisons à nous même » évoquée ci-dessus – fut interdite. Fidèle à sa rhétorique de diabolisation de l'opposition, il taxa l'initiative de séparatisme, visant à instituer un État dans l'État<sup>24</sup>. Pour donner l'exemple, il fit don de sept mois de son salaire de président de la République pour abonder la campagne nationale. Ainsi, alors que la lutte contre le COVID-19 aurait pu être un moment de solidarité et de réelle union nationale mettant de côté les conflits et divisions idéologiques, en définitive, la crise fut un énième rendez-vous manqué entre le pouvoir d'une part, l'opposition et la partie de la population qui ne lui est pas favorable de l'autre.

- 14 Pouvoir et opposition se déchirèrent ensuite sur la délicate question du choix des prisonniers en fin de peine à libérer. Surpeuplées, les prisons turques furent allégées pour éviter qu'elles ne deviennent des foyers de contagion. Environ 90 000 prisonniers, le tiers de la population carcérale semble-t-il, bénéficièrent de remises de peine – la mesure excluant toutefois les prisonniers politiques, journalistes ou intellectuels hostiles au régime alors que, parmi eux, certains étaient âgés et vulnérables, comme le célèbre dissident Ahmet Altan. En revanche, le roi de la pègre, Alaattin Çakıcı, en prison depuis 16 ans, put sortir grâce à ses liens avec l'extrême droite turque du MHP, le partenaire de coalition de l'AKP.
- 15 Enfin, le pouvoir en place ne réduisit en rien la répression de ses opposants. Les interpellations se poursuivirent contre notamment les élus locaux dans les villes kurdes, comme le maire de la ville de Siirt issu du parti pro-kurde HDP remplacé en mai 2020 par un représentant appointé par l'État<sup>25</sup>. Mieux encore, plusieurs blogueurs et autres critiques de la gestion de la pandémie par le pouvoir furent interpellés, certains emprisonnés<sup>26</sup>. Finalement, la crise et sa gestion n'ont pas conduit à créer de l'adhésion aux mesures prises par Recep Tayyip Erdoğan et à son gouvernement, et ont au contraire renforcé les conflits et clivages existants.

## La crise sanitaire comme opportunité de sortir de l'isolement diplomatique ?

- 16 La gestion de la crise ne fut pas exempte d'effets sur la politique extérieure de la Turquie. Toutefois, si en politique intérieure la crise aggravait tensions et clivages, en matière de politique extérieure le coronavirus offrait à la Turquie une chance de mettre fin à son isolement. Le pays, en effet, renoua avec une pratique de « soft power » qui, dans les années 2000, avait constitué un trait de sa diplomatie, estompé à partir de 2013<sup>27</sup>. Revenons brièvement sur les principales difficultés de la politique étrangère turque depuis quelques années. Alors que le pays avait le vent en poupe en tant que pays émergent, qu'il jouissait d'une image positive et d'une forte attractivité sur la scène régionale voire internationale, la Turquie, à partir de 2013 – date coïncidant au déclenchement des contrerévolutions dans le monde arabe –, perdit une grande partie de son crédit diplomatique. À cette époque charnière, le renversement de la pression populaire qui s'exerçait sur les régimes, y compris celui d'Erdoğan, entraîna une crispation sécuritaire et un renouveau de la répression. Sur la scène régionale, cette obsession sécuritaire se traduisit par un comportement plus belliqueux et des interventions militaires en Syrie, en Irak et même dans la lointaine Libye<sup>28</sup>, et en



automne 2020 dans le conflit du Karabagh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Conséquence de ce changement de paradigme, le pays devient impopulaire auprès de ses voisins et même ses alliés traditionnels semblent indisposés par son évolution.

- 17 Certes la Turquie fait partie intégrante de l'OTAN, depuis l'origine de la famille occidentale, ainsi que de plusieurs institutions européennes et elle est officiellement toujours candidate à l'UE. Depuis quelque temps cependant, le pays entretient des relations tendues avec les deux piliers de l'alliance occidentale que sont les États-Unis et l'Union européenne. Avec les premiers, sur fond de désaccord dans le dossier syrien, les deux pays divergent sur la Russie<sup>29</sup>. En effet, le rapprochement turc avec la Russie, notamment militaire – matérialisé par l'achat des S-400 Triumph par la Turquie, un système de défense antiaérienne et antimissile mobile – suscite la réprobation de Washington, qui estime que par cet acte, la Turquie se montre déloyale envers l'OTAN dont elle met en péril la sécurité. Avec la seconde, le différend porte également sur le dossier syrien, mais aussi sur le recul de l'État de droit en Turquie qui ne cesse d'entamer ses chances réelles de rapprochement d'Ankara avec l'Union<sup>30</sup>. Le fond du problème porte cependant sur la crise migratoire, employée comme levier de pression. Ainsi, dans le cadre de ses multiples désaccords avec l'Union européenne, et sachant la fébrilité des Européens sur cette question, Erdoğan n'a pas hésité à utiliser la carte migratoire comme une arme en encourageant des réfugiés installés en Turquie à franchir la frontière grecque pour chercher refuge dans une Europe qui n'en veut pas<sup>31</sup>.
- 18 Avec ses voisins immédiats, la Turquie n'a pas non plus les meilleures relations. Alors qu'elles étaient cordiales avant la crise syrienne, elles se sont compliquées avec la Grèce, avec la Syrie bien évidemment mais aussi avec l'Égypte, Chypre, et Israël<sup>32</sup>. Le tableau est moins sombre avec la Russie, mais, là aussi, les liens sont incertains, ambigus, et aucunement à l'abri de nouveaux attermoissements<sup>33</sup>.
- 19 Tout comme elle instrumentalise les réfugiés, la Turquie instrumentalise également la crise sanitaire. Elle a mis en place une « corona diplomatie » pour venir en aide à tout le monde, pour redynamiser une politique étrangère enlisée dans bon nombre de dossiers délicats. Bénéficiant du fait qu'elle n'a pas été trop touchée par la crise grâce à sa démographie et à son système de santé, bonne performance que le pouvoir met au crédit de sa bonne gestion de la crise et au dynamisme de sa machine industrielle la Turquie a envoyé de l'aide médicale, sous diverses formes, à un grand nombre de pays, pour redorer son image auprès de sa propre population et de la communauté internationale, comme l'illustrent les quelques exemples ci-après.
- 20 Selon les informations officielles, elle avait reçu fin avril des demandes d'aide médicale de plus de cent pays et affirmait avoir déjà satisfait 80 d'entre eux<sup>34</sup>. La répartition géographique de l'aide distribuée est assez éclairante sur les aspirations du pays en termes de soft power<sup>35</sup>. Les Balkans, où la Turquie est un acteur influent, ont été la première région ciblée. En effet, déjà fin mars, le Premier Ministre albanais Edi Rama, qui entretient des relations personnelles fortes avec Erdoğan, a appelé son homologue à l'aide. Imitant la Chine, la Turquie a affrété des avions militaires pour envoyer de l'aide dans d'autres pays des Balkans, notamment en Serbie, pays qui, depuis quelques années, entretient d'excellentes relations avec la Turquie.
- 21 Ankara a aussi intégré les pays occidentaux dans sa diplomatie du corona. En effet, à l'appel de l'OTAN, elle a envoyé de l'aide à l'Espagne, à l'Italie et même au Royaume Uni. L'aide a été acheminée via l'*Euro-Atlantic Disaster Response Coordination Centre* (EADRCC), le mécanisme civil de l'alliance pour renforcer l'aide et la solidarité entre les pays

membres. Au Moyen-Orient, l'Iran a reçu des kits de dépistage du virus, des masques et autres équipements de protection, tout comme l'Algérie, le Yémen, l'Irak, ainsi que la Libye pour les territoires contrôlés par le Gouvernement d'accord national, allié d'Ankara. Plus symbolique et inattendu, de l'aide a été envoyée à Israël, mais aussi à l'Arménie dont des ressortissants bloqués en Turquie ont été aidés dans leur voyage de retour vers le pays natal. Quel est le bénéfice pour Recep Tayyip Erdoğan de cette politique d'aide médicale ?

- 22 Nous avançons que le recours à cette diplomatie du coronavirus est une ressource pour le Président par rapport à sa politique intérieure, puisqu'il s'agit également de projeter à son propre peuple l'image d'un pays qui se porte bien et a la capacité d'aider les autres pays alors que son économie est vacillante. Ainsi ce message peut venir rassurer une partie de la population qui dans le même temps éprouve des difficultés à accéder aux masques<sup>36</sup>.
- 23 La « corona diplomatie » a été également l'objet de vives critiques du côté de l'opposition puisque les colis livrés en Italie et en Espagne mettaient en avant la présidence plutôt que la République turque comme on peut le constater sur l'image 2. Si la « corona diplomatie » peut être envisagée comme un outil de *soft power*, il s'agit surtout du *soft power* de Recep Tayyip Erdoğan en mettant en exergue sa qualité de leadership. Cette approche traduit une personnalisation de l'État turc<sup>37</sup> Par le biais de cette aide l'ambition de la présidence est aussi de valoriser l'islam puisque sur les colis affrétés avait été apposée une citation de Mevlana, poète soufi turco-persan du 13<sup>e</sup> siècle décédé à Konya, « Derrière le désespoir, d'innombrables espoirs. Derrière l'obscurité, d'innombrables soleils » (Image 3). Le discours officiel sur ces aides insiste d'ailleurs sur le fait que l'islam impose la solidarité comme principe fondamental<sup>38</sup>.

Image 2 : « Présidence de la République de Turquie »



Dünya, <https://www.ortadogugazetesi.com/dunya/turkiyeden-ispanya-ve-italyaya-giden-yardim-malzemesi-paketlerinin-h14067.html>

Image 3 : « Derrière le désespoir se cachent de nombreux espoirs. Derrière l'obscurité se cachent de nombreux soleils »



Sözcü <https://www.sozcu.com.tr/2020/gundem/turkiyeden-italya-ve-ispanyaya-gonderilen-yardim-malzemelerinde-dikkat-cek-en-ayrinti-5717334/>

- 24 La livraison de ces aides médicales s'est faite par le biais des forces armées turques alors que cette institution est restée en retrait dans la gestion du COVID-19 au niveau national. Même s'il est difficile d'évaluer les effets de cette « corona diplomatie » par la Turquie, il nous paraît important de rappeler qu'elle n'a pas suffi à sortir la Turquie de son isolement. Effectivement, parallèlement à ses aides médicales qui relèvent du *soft power*, on observe aussi un retour ou maintien du *hard power* lancé depuis la tentative de coup d'État manqué du 15 juillet 2016. En effet, l'armée turque a multiplié ses opérations militaires menées en dehors du territoire national dans le cadre de la lutte contre le PKK en Irak et en Syrie. En pleine crise sanitaire, la présence militaire turque en Libye illustre en outre le développement d'une stratégie régionale offensive d'Ankara, dans laquelle l'armée turque occupe désormais un rôle central<sup>39</sup>. Le soutien militaire turc par le biais de son aviation, de ses drones et de ses mercenaires a été décisif sur le retournement du cours de la guerre en faveur du (GAN). Cette action en Libye est l'occasion pour la Turquie non seulement de renforcer sa position, mais aussi de faire une démonstration de force qui permet de mettre en scène la supériorité technologique turque, comme elle avait déjà pu le démontrer en Syrie lors de « Bouclier du Printemps » (*Bahar Kalkanı Harekâtı* 27 février – 6 mars 2020). Ces opérations militaires constituent pour Ankara un moyen de se placer en acteur incontournable au Moyen-Orient et en Méditerranée orientale et de signifier aux autres puissances régionales et internationales qu'elle est prête à user de sa supériorité technologique dans un contexte de hausse des tensions géopolitiques. La présence turque en Libye illustre en outre l'adhésion de l'État-major à une nouvelle doctrine militaire baptisée « patrie bleue » (*Mavi Vatan*). Elle se base sur trois principes : la militarisation de la

politique étrangère (le recours à l'armée); la défense de la Turquie à distance notamment par le biais du contrôle de ses frontières maritimes en mer Noire, en mer Égée et en Méditerranée orientale, et le développement d'une solide industrie d'armement pour appliquer cette stratégie. Ce concept a orienté la politique étrangère et de défense de Recep Tayyip Erdoğan dans un contexte politique où, dans l'objectif de refonder sa légitimité, le parti au pouvoir s'est allié à l'extrême droite nationaliste et au courant souverainiste dit *Ulusalcı*, favorable à un rapprochement avec des pays autoritaires comme la Russie, la Chine voire l'Iran au détriment de l'Occident. Ainsi, la crise du COVID-19 n'a pas empêché Recep Tayyip Erdoğan de se livrer à d'autres guerres. Cet usage simultané de *hard power* et de *soft power* par le président Erdoğan a été vivement critiqué par l'opposition mais les discours musclés du Président en politique étrangère, notamment sur la crise en Méditerranée, bénéficient d'un réel soutien populaire. Pour autant, la polarisation de la société demeure sur la plupart des questions de politique intérieure en période de coronavirus, à l'exception toutefois de la sphère religieuse où l'attitude du secteur religieux dans le pays, c'est-à-dire la gestion des affaires religieuses pendant la pandémie n'a pas suscité autant de divisions dans le pays, au contraire même.

## La part du religieux dans la lutte contre la pandémie

- 25 Pour deux raisons au moins, il importe d'étudier le religieux pour comprendre les effets d'une pandémie comme celle du coronavirus sur une société en général, la société turque en particulier. La première est que face à une telle frayeur, les croyants, et même nombre d'incroyants en de telles circonstances, trouvent refuge dans la spiritualité pour comprendre, accepter et surmonter l'épreuve; ils se tournent alors vers Dieu ou ceux qui le représentent sur Terre, les autorités ou guides religieux<sup>40</sup>. La deuxième est que toutes les religions, par leur pratique du rassemblement, des prières collectives, des déplacements et pèlerinages peuvent être un vecteur de diffusion d'une pandémie, comme ce fut le cas en Corée et en France pour le premier foyer d'infection. En même temps, l'influence et la force de persuasion qu'ont les religions sur les fidèles peuvent être des partenaires efficaces dans la lutte contre une pandémie. Ces deux facteurs, l'adresse de la population à ses clercs, et la mobilisation de celle-ci pour limiter les effets de la pandémie ont été visibles dans presque tous les pays du monde, quelle que soit la religion. En Turquie, où l'islam est religion majoritaire, les acteurs ou instruments religieux les plus à même de rassurer et de mobiliser les fidèles pour faire face à la pandémie sont avant tout la *Diyanet* (bureaucratie confessionnelle sunnite), les nombreuses organisations confrériques, mais aussi des intellectuels islamistes qui s'expriment à travers divers canaux, chaînes de télévisions, publications, et sites internet.
- 26 Parmi ces acteurs, le plus influent en Turquie est sans conteste l'organisation islamique la plus puissante et la plus étendue du pays, la *Diyanet*, c'est-à-dire la Direction des affaires religieuses, qui dépend directement de la présidence de la République – un statut fortement mis en avant sur son site<sup>41</sup>. Fonctionnant de fait comme un vaste ministère avec ses 130 000 employés, la *Diyanet* gère 84 000 mosquées et exerce à ce titre une véritable influence sur les croyants. Acteur religieux incontournable, elle gère le culte et organise les pèlerinages à La Mecque et Médine<sup>42</sup>. Par la voix de ses milliers d'imams et muezzins en fonction sur tout le territoire, cette institution donne le la,

dicte l'attitude individuelle et collective à adopter face à des phénomènes exceptionnels comme les épidémies, les séismes mais aussi certaines crises politiques, comme on a pu le voir durant la tentative de coup d'État en 2016 en Turquie, pendant laquelle elle a aidé le gouvernement à déjouer le putsch<sup>43</sup>.

- 27 L'islam turc est aussi représenté par un grand nombre de confréries soufies. Parmi les principales, citons la Naqshbandiyya, fondée par Bahâ'uddin Naqshband et qui dispose d'un réseau de filiales dans le monde entier. En Turquie, elle se structure en trois branches<sup>44</sup>, dont la plus importante par le nombre de fidèles est la communauté de Menzil, du nom du village où est établi son siège, dans la province d'Adiyaman. Une autre branche de la Naqshbandiyya est animée par Osman Nuri Topbaş, qui gravite autour de la fondation Mahmud-Hüdayi-Vakfi, dont le siège se trouve à Üsküdar. Enfin, la communauté d'İsmailağa, installée dans le quartier de Fatih à Istanbul, constitue le troisième groupe. Cette dernière branche a la particularité d'entretenir de très bonnes relations avec le président Erdoğan<sup>45</sup>, qui lui a rendu visite le 13 janvier 2020<sup>46</sup>. Insignifiante est la différence de dogme entre ces différentes mouvances qui toutes interprètent et vivent l'islam à la lumière de l'enseignement du maître fondateur de la Naqshbandiyya Bahâ'uddin Naqshband.
- 28 Enfin, l'islam en Turquie, c'est aussi un écosystème médiatique relayant l'analyse d'intellectuels musulmans plus ou moins influents. Parmi eux, on peut citer Abdurrahman Dilipak, qui écrit dans le très islamiste quotidien *Yeni Akit* ; Hayrettin Karaman, éditorialiste du journal *Yeni şafak*, tout aussi fondamentaliste. À l'autre bout du spectre, İhsan Eliaçık, qui incarne un nouveau courant de l'islam turc, les musulmans anticapitalistes, ou islamistes de gauche.
- 29 Chacun de ces courants accorde une place essentielle à la pandémie mais leurs interprétations divergent. Comme cela a pu être le cas chez les fondamentalistes, radicaux et orthodoxes dans d'autres religions, une certaine frange de l'islam turc a réagi avec fatalisme et résignation, considérant le virus comme une punition divine<sup>47</sup>. D'autres, par ignorance et aveuglement, ont nié la réalité de la menace, choisissant de se réfugier dans un islam protecteur, la récitation du Coran et la fréquentation de la mosquée pour se protéger du virus. D'autres, plus extrémistes encore mais heureusement plus marginaux, dans le droit fil des théories du complot si influentes en Turquie, ont vu dans le COVID-19 l'œuvre des ennemis de la Turquie, une accusation qui n'est pas sans rappeler une époque où le développement de la peste dans le monde musulman « était de la faute des juifs, des sionistes et autres ennemis de l'islam »<sup>48</sup>.
- 30 Fort heureusement en Turquie, ces courants obscurantistes ont une audience très restreinte. Pour la Diyanet mais aussi pour la plupart des autorités de l'islam confrérique, des éditorialistes des journaux et revues islamistes, la menace du virus a été prise au sérieux et l'attitude face à ce fléau a été responsable, dictée par l'inféodation à l'AKP, la sagesse collective et les avis scientifiques ; justifiée dans la doctrine par deux références, l'une religieuse, l'autre historique. Ainsi, les préconisations de la Diyanet, notamment la nécessité de rester chez soi, de ne pas chercher à se rassembler, y compris pour les prières collectives, s'accompagnent de références à la pratique du prophète Muhammad face aux épidémies et à la façon dont l'Empire ottoman a eu à affronter des catastrophes sanitaires similaires.
- 31 Plus que jamais, la Diyanet, bras religieux du pouvoir politique, a rapidement imposé la restriction des lieux de rassemblement et l'introduction de nouvelles pratiques comme les gestes barrières et la distanciation sociale. L'appel à la prière a quelque peu été

modifié puisque l'imam, à la fin de son appel, rajoutait une formule, rappelant que la pandémie était toujours là, et que le rôle des fidèles était de la combattre en restant chez eux. L'interdiction des prières collectives dans les mosquées a été sa plus importante décision prise avec le pouvoir politique. De même, tous les rassemblements religieux collectifs ont été interdits, notamment le pèlerinage à la Mecque, une fois que le risque sanitaire était vraiment confirmé. Les autorités saoudiennes ont d'ailleurs fermé les lieux saints, ce qui a rendu impossible la tenue du grand *hajj*, de juillet 2020. Toujours dans un souci de limiter la contamination, les pratiques funéraires ont été simplifiées : prière plus rapide en présence d'un public restreint et enterrement très expéditif. Pour une meilleure diffusion de ces nouvelles réglementations, la Diyanet s'est appuyée sur ses médias mais surtout sur son maillage territorial assuré par les imams. Tous ont suivi ses recommandations, certains les avaient anticipées et ont reproché à l'institution officielle son manque de réactivité. D'autres courants de l'islam turc ont invité les fidèles à la même prudence, tels les principaux mouvements confrériques cités ci-dessus ont relayé l'importance du respect des gestes barrières et des règles de distanciation sociale.

- 32 Pour justifier les principes de l'isolement sanitaire ou de la mise en quarantaine, une page bien connue de l'histoire de l'islam a été évoquée. En 638, alors que le calife Omar s'apprêtait à envahir la Syrie et la Palestine, une terrible épidémie de peste sévissait en Palestine. Elle est désignée par les auteurs arabes sous le nom de peste d'Emmaüs, du nom du village dans lequel elle est apparue, coûtant la vie à plus de 25 000 soldats. Omar rassembla à Sargh tous ses chefs militaires et après une longue conférence, décision fut prise de suspendre la conquête. Se référant à l'interdit proféré par Muhammad de pénétrer dans un territoire où sévit une épidémie, Omar retira l'armée de toutes les régions infectées malgré la forte opposition d'Abu-Ubayda, commandant en chef des troupes. Aussi, un des hadiths du prophète affirme : « Si vous apprenez qu'une épidémie ravage une région, ne vous y rendez pas et si vous vous trouvez dans une région frappée par une épidémie, ne la quittez pas<sup>49</sup>. » Cette décision d'Omar, dite de l'évitement, est cruciale car encore aujourd'hui, elle est la conduite recommandée par diverses autorités religieuses dans le monde musulman, dont en Turquie, pour lutter contre la propagation du virus.

## Conclusion

- 33 En guise de conclusion, plusieurs remarques peuvent être faites, qui laissent présager de ce que pourrait être la Turquie au sortir de cette crise du coronavirus dont on ne voit toutefois pas encore l'issue.
- 34 Premièrement, en termes de politique intérieure, la gestion de la crise n'a guère altéré la nature du pouvoir politique en place, qui était et demeure autoritaire. Cet autoritarisme pourrait être mieux accepté par une partie de la population reconnaissant une bonne gestion sanitaire, l'évitement de nombreux morts, une entrave des libertés limitée puisque le confinement n'a pas été, à ce jour, aussi sévère que dans d'autres pays. En effet, le gouvernement peut se targuer d'avoir bien géré la crise, même si des critiques peuvent être formulées et que la question de la fiabilité des chiffres demeure. Cette gestion maîtrisée coupe l'herbe sous le pied de l'opposition dont les deux nouvelles formations politiques – les partis *DEVA* et *Gelecek* issues par dissidence de l'AKP – qui ont vu le jour pendant la crise. Sans avoir eu le temps de se

structurer à travers le pays, ces partis, leurs programmes et le discours de leurs leaders ont été éclipsés par la mobilisation contre la pandémie. De ce fait, le pouvoir en place, dont le mandat se termine en 2023, peut être rassuré. Il n'aura pas besoin d'organiser des élections anticipées pour renouveler sa légitimité, renforcée à la faveur de la crise, et de son activisme militaire en Méditerranée orientale, en Libye et au Karabagh, opérations qui semblent avoir accru la popularité de l'exécutif, parmi ses partisans mais aussi au sein de l'extrême droite. Toutefois, la crise n'est pas finie et, de sanitaire, elle est en train de dégénérer en crise économique et sociale d'une autre ampleur à l'approche de la nouvelle année 2021.

- 35 Deuxièmement, en termes de politique extérieure, les initiatives prises par le pouvoir pour aider une centaine de pays dans le monde afin de redorer son image et de redynamiser sa politique extérieure peuvent être considérés, un comme un demi-succès. La réussite face à la première vague tient au fait que le pays a démontré une forte capacité de réaction sanitaire, ce qui est rassurant quant à l'image qu'il peut donner de lui-même. Toutefois, les multiples initiatives de *soft power* ne suffiront pas à régler les profondes mésententes entre la Turquie et certains de ses partenaires sur la scène régionale et internationale. Ainsi, la rupture de sa relation à l'Occident, bien trop profonde pour être réparée par les opérations de séduction de ces derniers mois. Les trois dossiers qui fâchent – la crise de l'État de droit, la question migratoire et le maintien du pacte militaire avec la Russie autour des S-400 – sont toujours là et pour longtemps, ce qui rend illusoire à moyen terme un quelconque réchauffement. La nouvelle administration Biden risque quant à elle d'être plus exigeante vis-à-vis de la Turquie en matière d'État de droit et de loyauté envers la « famille » occidentale.
- 36 Enfin, sur la dimension religieuse de la crise, il convient de souligner deux points. La pandémie a été le révélateur et la démonstration de l'osmose entre AKP et Diyanet. Travaillant main dans la main avec le gouvernement durant cette crise, cette dernière a fait preuve de son allégeance totale, au point qu'elle semble devenue une branche du parti plus qu'une institution d'État au-dessus du débat politique. En dépit de cela, la Diyanet n'a pas pour autant manqué à sa mission de service public. Ses recommandations aux fidèles pour faire face à la crise relevaient du bon sens, de la rationalité scientifique en prenant des mesures de confinement et de pratique islamique conformes aux recommandations de l'Ordre des médecins. En cela, elle a privilégié la santé publique sur la pratique de la foi, ce qui n'a pas été le cas partout ailleurs.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Aydin, Düzgüt Senem, Balta, Evren, "Turkey after the July 15<sup>th</sup> coup d'état attempt: when elites polarize over polarization", Istanbul Policy Center, Avril 2017. [http://research.sabanciuniv.edu/33176/1/Aydin-Duzgit\\_Balta\\_When\\_Elites\\_Polarize\\_Over\\_Polarization-1.pdf](http://research.sabanciuniv.edu/33176/1/Aydin-Duzgit_Balta_When_Elites_Polarize_Over_Polarization-1.pdf)

Aydıntaşbaş Aslı, Barnes-Dacey, Julien, Bianco, Cinzia, Lovatt, Hugh, Megerisi, Tarek, “Deep Sea Rivals: Europe, Turkey and the New Eastern Mediterranean Conflict Lines”, *ECFR*, Mai 2020, [https://www.ecfr.eu/specials/eastern\\_med](https://www.ecfr.eu/specials/eastern_med).

Balta, Evren, Özel, Soli, « La bataille des chiffres, un faible taux de mortalité en Turquie », *Institut Montaigne*, 20/5/2020. <https://www.institutmontaigne.org/blog/la-bataille-des-chiffres-un-faible-taux-de-mortalite-en-turquie>

Biraben Jean-Noël, « La Peste Noire en terre d’Islam », *L’Histoire*, Numéro 11, 1979, <https://www.lhistoire.fr/la-peste-noire-en-terre-dislam>.

Çelikpala, Mitat, Marcou, Jean, Regard sur les relations turco-russes : De la rivalité dans un monde bipolaire à la coopération dans un espace eurasiatique ? Istanbul, Institut français d’études anatoliennes, 2020 [Dossiers de l’IFEA – La Turquie aujourd’hui 27] DOI : 10.4000/books.ifeagd.3163.

Çevik Senem B, “Reassessing Turkey’s Soft Power : The Rules of Attraction.” *Alternatives : Global, Local, Political*, vo. 44, no. 1, 2019, pp. 50-71 <https://doi.org/10.1177/2F0304375419853751>.

Cornell Svante, “The Naqshbandi-Khalidi order and political Islam in Turkey”, *Hudson Institute*, May 2015, <https://www.hudson.org/research/11601-the-naqshbandi-khalidi-order-and-political-islam-in-turkey>.

Coskun Vahap, “Devlet içinde devlet olmak” [Être État dans l’État], *Perspektif*, 8/4/2020. <https://www.perspektif.online/tr/siyaset/devlet-icinde-devlet-olmak.html>.

Erdoğan, Emre, “The Impact of the Coronavirus Pandemic on Polarization in Turkey,” The German Marshall Fund of the United States, On Turkey, n° 3, avril 2020. <https://www.gmfus.org/publications/impact-coronavirus-pandemic-polarization-turkey>.

Firat Buyuk Hamdi, “Turkish President Accuses Municipalities of Forming ‘Parallel State’”, *Balkan Insight*, 1/4/2020, <https://balkaninsight.com/2020/04/01/turkish-president-accuses-municipalities-of-forming-parallel-state/#gsc.tab=0>.

Geisser, Vincent, « L’hygiéno-nationalisme, remède miracle à la pandémie ? Populismes, racismes et complotismes autour du Covid-19 », *Migrations Société*, 2020/2 (N° 180), p. 5. DOI : 10.3917/migra.180.0003.

Gürsel, Seyfettin, « Le marché du travail turc sous le choc de la pandémie de COVID-19 », *Analyses pluridisciplinaires sur la crise sanitaire COVID-19 en Turquie*, Istanbul, Institut français d’études anatoliennes, 2020 [Dossiers de l’IFEA – La Turquie aujourd’hui 28]. DOI : 10.4000/books.ifeagd.3837.

Kaya Emir, *Secularism and State Religion in Modern Turkey. Law, Policy Making and the Diyanet*, I.B Tauris, 2018.

Kleinfeld Rachel, “Do Authoritarian or Democratic Countries Handle Pandemics Better ?”, *Carnegie Endowment for International Peace*, Mars 2020, <https://carnegieendowment.org/2020/03/31/do-authoritarian-or-democratic-countries-handle-pandemics-better-pub-81404>.

Mandiracı Berkay, “Sharing the Burden : Revisiting the EU-Turkey Migration Deal”, *International Crisis Group commentary*, Mars 2020, <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkey/sharing-burden-revisiting-eu-turkey-migration-deal>.

Mert Ayşem, “The trees in Gezi Park : environmental policy as the focus of democratic protests,” *Journal of Environmental Policy & Planning*, vol. 21, Issue 5, 2019, pp. 593-607. <https://doi.org/10.1080/1523908X.2016.1202106>.



Öztürk, Ahmet Erdi, “Turkey’s Use of the COVID-19 Battle as a Religious Soft Power Instrument and its Limitation”, Communication orale au séminaire Turkish Foreign Policy, IFEA 9 juin 2020. <https://ifea-istanbul.net/index.php/tr/etkinliklerimiz/guncel-etk/turkey-s-use-of-the-covid-19-battle-as-a-religious-soft-power-instrument-and-its-limitation>.

Öztürk, Ahmet Erdi, Sözeri, Samiha “Diyamet as a Turkish Foreign Policy Tool : Evidence from the Netherlands and Bulgaria”, *Politics and Religion*, Volume 11, Issue 3, September 2018, pp. 624-648. <https://doi.org/10.1017/S175504831700075X>.

Park Bill, “Turkey’s isolated stance: an ally no more, or just the usual turbulence?”, *International Affairs*, Volume 91, Issue 3, Mai 2015, pp. 581-600. <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12280>.

Pérouse, Jean-François, « Istanbul, le “Wuhan de la Turquie” à l’épreuve de la pandémie », *Analyses pluridisciplinaires sur la crise sanitaire COVID-19 en Turquie*, Istanbul, Institut français d’études anatoliennes, 2020 [Dossiers de l’IFEA – La Turquie aujourd’hui 28]. DOI : 10.4000/books.ifeagd.3782.

Robinson, Kali, “How Are Major Religions Responding to the Coronavirus?”, *Council on Foreign Relations*, March 19, 2020, <https://www.cfr.org/in-brief/how-are-major-religions-responding-coronavirus>.

Seçkin Köstem, “Russian-Turkish cooperation in Syria: geopolitical alignment with limits.” *Cambridge Review of International Affairs* (2020) DOI : 10.1080/09557571.2020.1719040.

Sublet Jacqueline, « La peste prise aux rets de la jurisprudence », *Studia Islamica*, fascicule XXXIII, Paris, Maisonneuve-Larose, 1971.

Tol Gönül, Bechev Dimitar, “Can corona diplomacy cure Turkey’s foreign policy isolation?”, *Middle East Institute*, 29/4/2020, <https://www.mei.edu/publications/can-corona-diplomacy-cure-turkeys-foreign-policy-isolation>.

Yegin Mehmet, “Turkey between NATO and Russia : The Failed Balance. Turkey’s S-400 Purchase and Implications for Turkish Relations with NATO”, *SWP Comment* 30, juin 2019, [https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2019C30\\_Yegin.pdf](https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2019C30_Yegin.pdf).

## NOTES

1. “Türkiye, koronavirüste tanı ve can kaybında dünyada kaçınıcı sırada ?” [Comment se classe la Turquie au niveau mondial en matière de dépistage et de décès], *BirGün*, 8/5/2020. <https://www.birgun.net/haber/turkiye-koronaviruste-tani-ve-can-kaybinda-dunyada-kacincisi-sirada-300054>.
2. Evren Balta, Soli Özel, « La bataille des chiffres, un faible taux de mortalité en Turquie », *Institut Montaigne*, 20/5/2020. <https://www.institutmontaigne.org/blog/la-bataille-des-chiffres-un-faible-taux-de-mortalite-en-turquie>.
3. Jean-François Pérouse, « Istanbul, le “Wuhan de la Turquie” à l’épreuve de la pandémie », *Analyses pluridisciplinaires sur la crise sanitaire COVID-19 en Turquie*, Istanbul, Institut français d’études anatoliennes, 2020 [Dossiers de l’IFEA – La Turquie aujourd’hui 28]. DOI : 10.4000/books.ifeagd.3782.
4. Voir le site officiel du ministère turc de la Santé : <https://covid19.saglik.gov.tr/>.
5. *Ibid.*
6. *Koronavirüs Ek Tedbirleri Genelgesi* [Circulaire sur les mesures supplémentaires relatives au coronavirus] réf. E-89780865-153-18089, 4 novembre 2020, Ministère de l’Intérieur de la République de Turquie. <https://www.icisleri.gov.tr/koronavirus-ek-tedbirleri-genelgesi>.

7. Ce mode de comptage, vivement critiqué par l'opposition, est défendu par le ministre de la Santé ; cf. "Koronavirüs - Sağlık Bakanı Koca, vaka ve ölüm sayılarıyla ilgili iddialara yanıt verdi: 'Birinin ölümünü saklamaya imkan yok, 2020 yılındayız'" [Coronavirus – le ministre de la Santé Koca répond aux allégations concernant le nombre de cas et de décès : "Il est impossible de cacher les décès, nous sommes en 2020"], *BBC Türkçe*, 30 septembre 2020. <https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-54361989> avant d'être abandonné le 25 novembre suite à un appel à la transparence formulé par l'OMS, cf. "DSÖ: Türkiye'ye asemptomatik vakaları açıklaması çağrısında bulunuyoruz" [OMS : Nous appelons la Turquie à déclarer ses cas asymptomatiques], *Independent Türkçe*, 9 novembre 2020. <https://www.indyturk.com/node/269826/haber/ds%C3%B6-t%C3%BCrkiye-aseptomatik-vakalar%C4%B1-a%C3%A7%C4%B1klamas%C4%B1-%C3%A7a%C4%9Fr%C4%B1s%C4%B1nda-bulunuyoruz>.
8. "Koronavirus (COVID-19)," *TTB*. <https://www.ttb.org.tr/kollar/COVID19/index.php>.
9. Seyfettin Gürsel, « Le marché du travail turc sous le choc de la pandémie de COVID-19 », *Analyses pluridisciplinaires sur la crise sanitaire COVID-19 en Turquie*, Istanbul, Institut français d'études anatoliennes, 2020 [Dossiers de l'IFEA – La Turquie aujourd'hui 28]. DOI : 10.4000/books.ifeagd.3837.
10. Ayşem Mert, "The trees in Gezi Park : environmental policy as the focus of democratic protests," *Journal of Environmental Policy & Planning*, vol. 21, Issue 5, 2019, pp. 593-607. <https://doi.org/10.1080/1523908X.2016.1202106>.
11. Senem Aydin Düzgit, Evren Balta, "Turkey after the July 15<sup>th</sup> coup d'état attempt : when elites polarize over polarization", Istanbul Policy Center, Avril 2017. [http://research.sabanciuniv.edu/33176/1/Aydin-Duzgit\\_Balta\\_When\\_Elites\\_Polarize\\_Over\\_Polarization-1.pdf](http://research.sabanciuniv.edu/33176/1/Aydin-Duzgit_Balta_When_Elites_Polarize_Over_Polarization-1.pdf).
12. Mitat Celikpala, Jean Marcou, *Regard sur les relations turco-russes : De la rivalité dans un monde bipolaire à la coopération dans un espace eurasiatique ?* Istanbul, Institut français d'études anatoliennes, 2020 [Dossiers de l'IFEA – La Turquie aujourd'hui 27] DOI : 10.4000/books.ifeagd.3163.
13. Rachel Kleinfeld, "Do Authoritarian or Democratic Countries Handle Pandemics Better ?", *Carnegie Endowment for International Peace*, Mars 2020, <https://carnegieendowment.org/2020/03/31/do-authoritarian-or-democratic-countries-handle-pandemics-better-pub-81404>.
14. Evren Balta, Soli Özel, *op.cit*
15. Emre Erdoğan, "The Impact of the Coronavirus Pandemic on Polarization in Turkey," The German Marshall Fund of the United States, On Turkey, n° 3, avril 2020. <https://www.gmfus.org/publications/impact-coronavirus-pandemic-polarization-turkey>.
16. *Ibid.*
17. Tweet de Recep Tayyip Erdogan, du 22/3/2020.
18. Oytun Erbaş : "Corona virüs Türklere bulaşmıyor" [Le coronavirus n'affecte pas les Turcs], *Yeniçağ*, 5/3/2020. <https://www.yenicaggazetesi.com.tr/oytun-erbas-corona-virus-turklere-bulasmiyor-270766h.htm>.
19. "Devlet Bahçeli : İsbetli tedbirler alındı" [Devlet Bahçeli : les mesures prises sont adéquates], *TRTHaber*, 17/3/2020. <https://www.trthaber.com/haber/gundem/devlet-bahceli-isabetli-tedbirler-alindi-467809.html>.
20. *Ibid.*
21. Geisser Vincent, « L'hygiéno-nationalisme, remède miracle à la pandémie ? Populismes, racismes et complotismes autour du Covid-19 », *Migrations Société*, 2020/2 (N° 180), p. 5. DOI : 10.3917/migra.180.0003.
22. *Ibid.*
23. Vahap Coskun, "Devlet içinde devlet olmak" [Être État dans l'État], *Perspektif*, 8/4/2020. <https://www.perspektif.online/tr/siyaset/devlet-icindevlet-olmak.html>.

24. Hamdi Firat Buyuk, "Turkish President Accuses Municipalities of Forming 'Parallel State'", *Balkan Insight*, 1/4/2020, <https://balkaninsight.com/2020/04/01/turkish-president-accuses-municipalities-of-forming-parallel-state/#gsc.tab=0>.
25. "5 belediye başkanı görevden alındı, Siirt ve Iğdır'a kayyum," [5 maires limogés, mise sous tutelle étatique de Siirt et Iğdır] *Hürriyet*, 16/5/2020 <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/5-belediye-baskani-gorevden-alindi-siirt-ve-igdira-kayyum-41518904>.
26. Diego Cupolo, "Turkey cracks down on journalists, others as coronavirus rumors spread", *Al Monitor*, 7/4/2020, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/04/turkey-journalists-social-media-pandemic-crackdown.html>.
27. Çevik, Senem B. "Reassessing Turkey's Soft Power : The Rules of Attraction." *Alternatives : Global, Local, Political*, vo. 44, no. 1, 2019, pp. 50-71 <https://doi.org/10.1177 %2F0304375419853751>.
28. Bill Park, "Turkey's isolated stance: an ally no more, or just the usual turbulence?", *International Affairs*, Volume 91, Issue 3, Mai 2015, pp. 581-600. <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12280>.
29. Mehmet Yegin "Turkey between NATO and Russia : The Failed Balance. Turkey's S-400 Purchase and Implications for Turkish Relations with NATO", *SWP Comment* 30, juin 2019, [https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2019C30\\_Yegin.pdf](https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2019C30_Yegin.pdf).
30. Bill Park. *op.cit.*
31. Berkay Mandıracı, "Sharing the Burden : Revisiting the EU-Turkey Migration Deal", *International Crisis Group commentary*, Mars 2020, <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkey/sharing-burden-revisiting-eu-turkey-migration-deal>.
32. Aslı Aydıntaşbaş, Julien Barnes-Dacey, Cinzia Bianco, Hugh Lovatt, Tarek Megerisi, "Deep Sea Rivals: Europe, Turkey and the New Eastern Mediterranean Conflict Lines", *ECFR*, Mai 2020, [https://www.ecfr.eu/specials/eastern\\_med](https://www.ecfr.eu/specials/eastern_med).
33. Köstem, Seçkin. "Russian-Turkish cooperation in Syria: geopolitical alignment with limits." *Cambridge Review of International Affairs* (2020) DOI : 10.1080/09557571.2020.1719040.
34. "Turkey delivers medical aid to 80 countries amid pandemic", *Daily Sabah*, 15/5/2020. <https://www.dailysabah.com/politics/diplomacy/turkey-delivers-medical-aid-to-80-countries-amid-pandemic>.
35. Gönül Tol, Dimitar Bechev, "Can corona diplomacy cure Turkey's foreign policy isolation ?", *Middle East Institute*, 29/4/2020, <https://www.mei.edu/publications/can-corona-diplomacy-cure-turkeys-foreign-policy-isolation>.
36. La vente des masques dans le pays a été interdite dans les premiers temps de la crise sanitaire, et l'État distribuait gratuitement par le biais des pharmaciens 5 masques par semaine et par personne. Face à une logistique d'approvisionnement insuffisante, le gouvernement a modifié sa stratégie à plusieurs reprises avant d'autoriser la commercialisation des masques.
37. A. Erdi Öztürk, "Turkey's Use of the COVID-19 Battle as a Religious Soft Power Instrument and its Limitations," Communication orale au séminaire Turkish Foreign Policy, IFEA 9 juin 2020.
38. F. Karakaya, « Covid-19 : la Turquie apporte une aide médicale à plus de 30 pays », *AA*, 16/4/2020 <https://www.aa.com.tr/fr/sante/covid-19-la-turquie-apporte-une-aide-m%C3%A9dicale-%C3%A0-plus-de-30-pays/1807768>.
39. Il faut souligner toute fois que même si bien avant la crise sanitaire, le Parlement avait approuvé une motion permettant au président Recep Tayyip Erdoğan d'envoyer des forces militaires en Libye pour soutenir le Gouvernement d'Accord National, GAN de Fayez El-Sarraj reconnu par l'ONU, qui se bat contre les forces du maréchal putschiste Khalifa Haftar, c'est bien en pleine crise sanitaire que la guerre se poursuit.
40. Kali Robinson, "How Are Major Religions Responding to the Coronavirus ?", *Council on Foreign Relations*, March 19, 2020, <https://www.cfr.org/in-brief/how-are-major-religions-responding-coronavirus>.

41. Voir son site officiel : <https://www.diyenet.gov.tr/fr-FR>.
42. Emir Kaya, *Secularism and State Religion in Modern Turkey. Law, Policy Making and the Diyanet*, I.B Tauris, 2018.
43. Ahmet Erdi Öztürk, Sözeri, Samiha “Diyanet as a Turkish Foreign Policy Tool : Evidence from the Netherlands and Bulgaria”, *Politics and Religion*, Volume 11, Issue 3, September 2018, pp. 624-648. <https://doi.org/10.1017/S175504831700075X>.
44. Svante Cornell, “The Naqshbandi-Khalidi order and political Islam in Turkey”, *Hudson Institute*, May 2015, <https://www.hudson.org/research/11601-the-naqshbandi-khalidi-order-and-political-islam-in-turkey>.
45. “Resmi Gazete’de yayımlandı: İsmailağa Vakfı kuruldu!” [Publié au JO : la fondation İsmailağa a été créée !] *Cumhuriyet* 4/12/2020. <http://www.cumhuriyet.com.tr/haber/resmi-gazetede-yayimlandi-ismailaga-vakfi-kuruldu-1796150>.
46. Sur le contenu et commentaires sur cette visite, voir : “Cumhurbaşkanı Erdoğan’dan İsmailağa Cemaatine ziyaret,” [Le Président Erdoğan rend visite à la confrérie İsmailağa] *Evrensel* 13/1/2020. <https://www.evrensel.net/haber/395243/cumhurbaskani-erdogandan-ismailaga-cemaatine-ziyaret>.
47. Propos tenus par Fatih Erbakan, fils de Necmettin Erbakan, ancien Premier ministre turc, et un de pères fondateurs de l’islam politique turc. Voir : “Fatih Erbakan Corona virüs’ünün arkasında işgalcı Siyonistlerin olduğunu söyledi,” [F.E a déclaré que les occupants sionistes sont derrière le coronavirus] *İLKHA*, 6/3/2020. <https://ilkha.com/guncel/fatih-erbakan-corona-virus-unun-arkasinda-iskalci-siyonistlerin-oldugunu-soyledi-117309>.
48. Jean-Noël Biraben, « La Peste Noire en terre d’Islam », *L’Histoire*, Numéro 11, 1979, <https://www.lhistoire.fr/la-peste-noire-en-terre-dislam>.
49. Jacqueline Sublet, « La peste prise aux rets de la jurisprudence », *Studia Islamica*, fascicule XXXIII, Paris, Maisonneuve-Larose, 1971.

## RÉSUMÉS

Cet article vise à analyser les différents investissements idéologiques dans les champs du pouvoir, du politique et du religieux auxquels la pandémie donne lieu en Turquie. Dans un pays où politique et religieux sont intimement liés, dans une expérience turque originale qui a peu d’équivalent dans le monde musulman, notre interrogation sera double : comment évaluer l’impact, toujours en cours, du COVID-19 sur le champ politique en Turquie et, dans un deuxième temps, quelle a été la réponse du secteur religieux pour épauler le politique dans sa réponse à la crise. Nous chercherons notamment à comprendre les effets de la crise sanitaire sur le pouvoir en place, sur les orientations de la politique nationale et internationale en contexte de crise sanitaire. Enfin, il conviendra de se demander comment le religieux joue un rôle dans la gestion de la crise.

## AUTEURS

### BAYRAM BALCI

Bayram Balci est diplômé en science politique et civilisation arabo-islamique des Sciences Po Grenoble et Aix en Provence. Sa thèse de doctorat portait sur les mouvements islamistes turcs et leurs activités missionnaires en Asie centrale post-soviétique. Boursier Jean Monnet à l'Institut universitaire européen de Florence, il a poursuivi ses recherches postdoctorales sur les communautés centrasiatiques installées en Arabie Saoudite, dans leur contribution à la réislamisation de l'Asie centrale. Chercheur à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul de 2002 à 2006, il a mis en place sa filiale à Bakou pour les études caucasiennes et travaillé sur l'islam dans le Caucase, ainsi que sur les relations entre chiisme et sunnisme en Azerbaïdjan. De 2006 à 2010, il a dirigé l'*Institut français d'études sur l'Asie centrale* (IFEAC) à Tachkent. De décembre 2012 à septembre 2014, il a été chercheur invité à la Carnegie Endowment for International Peace, à Washington DC où il a travaillé comme chercheur et expert dans deux départements, *Eurasian Program* et *Middle East program*.

Ses recherches actuelles portent sur les relations entre islam et politique dans l'espace post-soviétique et sur la Turquie dans son environnement régional, Caucase, Asie centrale, Moyen-Orient. Bayram Balci est actuellement en détachement à Istanbul comme directeur de l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA).

### SÜMBÜL KAYA

Sümbül Kaya est actuellement pensionnaire scientifique et responsable du pôle des études contemporaines de l'Institut français d'études anatoliennes (CNRS- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) à Istanbul. En 2013, elle a soutenu une thèse intitulée *La production militaire du citoyen. Sociologie politique de la conscription en Turquie* à l'université Panthéon-Sorbonne Paris 1. Sa thèse a reçu le prix de thèse de la Fondation Mattei Dogan attribué par l'Association Française de Science Politique (AFSP) dans la catégorie « États et nations dans un monde multipolaire » en 2015. Politiste et sociologue, elle travaille sur la citoyenneté, la politisation, les institutions militaire et judiciaire, la lutte contre les discriminations en France et en Turquie.